

Mot du Professeur Salim Daccache s.j., Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, au lancement du forum de la bonne gouvernance sous la supervision de l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance à l'Université Saint-Joseph et en collaboration avec la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), le mercredi 04 novembre 2020, à 12h30, au Campus des sciences sociales, à la rue Huvelin.

Mesdames et Messieurs,

Depuis l'indépendance et jusqu'aujourd'hui, les Libanais ne cessent de répéter des expressions telles que « la construction de l'État et de la bonne gouvernance » au point de parler de restructuration de l'autorité. Un examen des déclarations ministérielles des gouvernements successifs, depuis 1943, suffit pour confirmer qu'il existe un problème profond, à savoir l'absence des composantes de la bonne gouvernance. Les Libanais ont échoué et n'ont pas été en mesure d'établir les fondations nécessaires pour la constitution de l'État, et voilà que, pour cette raison, nous sommes aujourd'hui confrontés à un danger existentiel. En tant que Libanais, nous avons découvert que l'État avait manqué à ses responsabilités après la terrible déflagration du port de Beyrouth le 04 août. Sans les efforts de certaines institutions actives, telles que l'armée libanaise, la Croix-Rouge et la Défense civile, par exemple, les organisations de la société civile et les aides internationales, l'impact de la catastrophe aurait été plus grave.

Je n'aborderai pas les raisons de l'absentéisme de l'État, qui sont nombreuses, et dont certaines sont internes et liées au système politique existant, et d'autres sont externes et liées à la position et au rôle du Liban, ainsi qu'aux conflits régionaux et internationaux influents qui ont transformé notre histoire en un ensemble de crises et de problèmes. Si les conflits régionaux sont importants dans la déstabilisation des fondations de l'État libanais, il n'en reste pas moins que la corruption qui sévit dans la structure du système politique libanais actuel basé sur les quotas et le clientélisme joue un rôle majeur dans l'effondrement de l'État. Nous ne parlerons pas de la corruption qui peut être éliminée par le pouvoir judiciaire, mais plutôt de la corruption inhérente au système confessionnel et sans laquelle celui-ci ne survit pas selon l'Accord de Taïf et ce, depuis la création de l'entité libanaise il y a cent ans.

Même les mouvements de révolution, de rébellion et de réforme à grande échelle ont été incapables de faire cheminer ce système vers le mieux.

Le peuple libanais aspire aujourd'hui à un État capable d'assumer ses responsabilités et de fournir à ses citoyens ce qui est mis à la disposition de tous les peuples des pays du monde démocratique en ce qui concerne les composantes de la bonne gouvernance, tels que l'État de droit, la responsabilité, l'intégrité, la transparence et l'accès à l'information.

Feu Raymond Eddé disait que l'État représente la « sobriété de la loi » qui est la traduction résumant, si l'on peut dire, certaines composantes de la bonne gouvernance. Car il est impossible d'imaginer un État qui ne soit pas régi par la loi et ses suppléments, et dans lequel la citoyenneté ne prévaut pas. Les Jésuites et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth ont cru aux principes de la bonne gouvernance, ont jeté ces bases dans leurs performances et leurs comportements, et ont travaillé à les diffuser, en particulier parmi les étudiants et les jeunes, afin de leur fournir les moyens de construire leur avenir et celui du Liban. La mise en place de l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance à l'université et de l'université n'est qu'une expression sûre de la volonté de l'université qui a contribué à construire l'État du Grand Liban afin de reconsidérer ce système et les méthodes qu'il met en place pour se détruire et pousser ses enfants à émigrer.

Le moment est venu pour la naissance de la « République de la bonne gouvernance » dans notre chère patrie, le Liban. Sans elle, le Liban restera un projet raté, embourbé dans les guerres et les crises et poussant ses meilleurs enfants à émigrer. Nous resterons embourbés dans la corruption, le chaos et le clientélisme, et nous déclarerons la mort inévitable de la patrie.

C'est le salut. Parce qu'il en est ainsi, nous continuerons à déployer nos efforts à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth pour diffuser ses principes. Ce que fait l'« Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance », depuis sa création, est la meilleure preuve de cette quête qui connaît aujourd'hui un changement de paradigme remarquable avec le lancement du « Forum de la bonne gouvernance ». Ce forum, géré efficacement comme l'Observatoire par le professeur Monin, nous le voulons un espace de discussion, de dialogue et de science, proposant les solutions pratiques aux problèmes et difficultés auxquels nous sommes

confrontés. Il présente les plans et les projets, publie les recherches et les études. Nous le voulons un lieu où les responsables, les parties prenantes et les personnes intéressées des secteurs public et privé se rencontrent pour discuter et échanger des idées sur les questions de la bonne gouvernance. Il doit aussi placer, parmi les décideurs des secteurs public et privé, toutes les informations et les capacités qui les aident à prendre les décisions appropriées.

Le sujet qui sera discuté aujourd'hui, à savoir « La loi du marché public, base de la bonne gouvernance » est l'un des sujets brûlants qui doivent être revus radicalement, car la loi promulguée en 1959 est une loi élastique qui permet l'interdit et autorise la tricherie et le résultat est que le Liban est mondialement connu pour ses pots-de-vin et ses primes dans la mesure où l'Organisation de coopération et de développement économique a fixé un pourcentage de 5 à 7% de ces primes sur le total des contrats et a appelé à plusieurs reprises à la mise en place d'une législation et des lois claires qui ne permettent à personne de tricher.

Nous optons pour l'espérance. Nous poursuivons le rêve jusqu'à ce que nous sortions de la réalité difficile pour un avenir prometteur. Le Pape François nous appelle à répondre à cet appel au changement et au bien commun, lui qui a déclaré en janvier 2019 : La meilleure politique est celle qui se met au service du bien commun.

La bonne gouvernance dont nous annonçons aujourd'hui le lancement du forum est l'un des moyens disponibles pour créer ce bien commun.